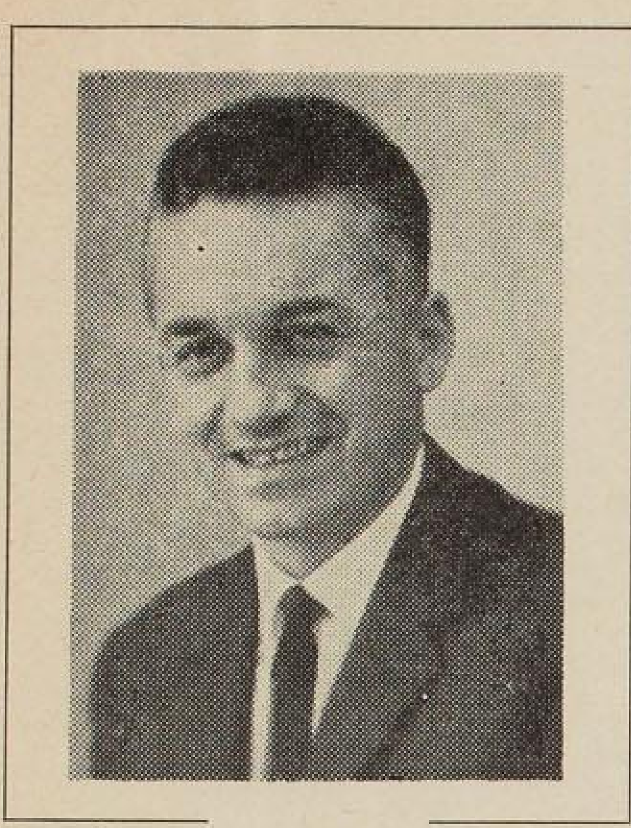
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DE L'YONNE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Première circonscription. — AUXERRE



Guy LAVRAT est maintenant bien connu dans la circonscription d'Auxerre puisque, aux élections législatives de 1962 et 1967, il était déjà le candidat du Parti communiste français. En 1967, il a gagné 2 742 voix par rapport à 1962, confirmant ainsi son autorité grandissante, et il s'est placé à nouveau en tête des candidats de gauche au premier tour. On se souvient avec quelle abnégation il s'est ensuite désisté pour Louis Périllier, bien que celui-ci ait obtenu 500 voix de moins que lui.

Le sacrifice de Guy LAVRAT et son ardente campagne au deuxième tour en faveur de Louis Périllier ont favorisé un développement sans précédent de l'union des travailleurs et des démocrates, permettant ainsi de battre Soisson.

En plaçant cette année encore Guy LAVRAT le premier des candidats démocrates DÈS LE PREMIER TOUR, vous lui permettrez d'affronter le deuxième tour dans les meilleures conditions pour donner à la circonscription d'Auxerre un député jeune dont le dévouement et le désintéressement sont la garantie que vos intérêts seront bien défendus.

Guy LAVRAT

INSTITUTEUR

MEMBRE DU BUREAU FÉDÉRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

candidat du Parti communiste français

Robert LOFFROY

CULTIVATEUR

CONSEILLER MUNICIPAL DE GUERCHY

remplaçant éventuel

Électrices,

Électeurs !

Le responsable de la crise actuelle est le pouvoir gaulliste dont le refus de tout dialogue véritable est la cause directe de l'explosion du mois de mai. Le moment est venu d'en finir avec la politique du grand capital, donc avec le système gaulliste qui est incapable de résoudre les problèmes de la nation, de l'université et du monde du travail.

En ces jours difficiles, l'attitude pleine de sang-froid du Parti communiste français a permis d'éviter l'affrontement violent que cherchait le gouvernement en vue d'instaurer une dictature militaire. Les communistes ne sont pas des fauteurs de désordre, ils n'ont rien de commun avec ces « ultras gauchistes » dont les méthodes ont alimenté le climat de peur créé par la propagande gouvernementale.

De son côté, la classe ouvrière de France a su donner au cours des grèves le plus bel exemple de la discipline. A l'appel de la C.G.T., elle a repoussé toute provocation qui aurait pu conduire à une aventure sanglante, elle a assuré de façon hautement responsable la sécurité et l'entretien des usines occupées.

Les communistes ne sont pas non plus ces « partageux » qui confisqueraient tout : la boutique du commerçant, l'atelier de l'artisan ou du petit entrepreneur, la ferme du paysan ou toute propriété familiale ou individuelle.

QUE VEULENT DONC LES COMMUNISTES ? Les profondes réformes de structures dont le pays a besoin consistent à remettre progressivement entre les mains de la nation française les **secteurs-clés de l'économie — et eux seuls** — qui sont actuellement dominés par les trusts : la sidérurgie, l'électronique, la chimie, le pétrole, les banques d'affaires et les compagnies d'assurances.

Les immenses profits de ces gigantesques monopoles, qui accaparent l'essentiel du revenu national, reviendraient ainsi à la France pour le bien-être de son peuple, au lieu d'aller remplir les coffres-forts de quelques milliardaires.

En limitant ainsi la toute-puissance des monopoles, la France se donnerait les moyens de faire une politique résolument sociale, sans risquer l'inflation que les communistes ont toujours

T. S. V. P.

combattue. Alors pourrait être mis en œuvre un vaste plan rationnel de développement économique, par l'implantation d'industries modernes, notamment dans les régions industriellement sous-développées comme l'Yonne, et le plein emploi serait assuré.

NOTRE LUTTE EST AVANT TOUT SOCIALE. Les militants communistes ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour que les récentes grèves contraignent le gouvernement et les syndicats patronaux à signer des accords qui apporteront des améliorations sensibles à **TOUS** les salariés sans exception, aux retraités, et d'abord aux plus défavorisés.

CEPENDANT TOUS LES COMPTES NE SONT PAS RÉGLÉS. Il reste à obtenir notamment :

- Le réajustement des salaires par rapport au coût réel de la vie dans les secteurs où le patronat s'est montré particulièrement récalcitrant, comme celui de la métallurgie.
- La fixation du **salaire minimal à 60 000 AF** par mois.
- La revalorisation des retraites et allocations vieillesse, avec un minimum de 30 000 AF par mois.
- La suppression des ordonnances qui ont démantelé la Sécurité sociale.
- Le retour progressif à **la semaine de 40 heures** sans diminution des salaires et **l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans** (55 ans pour les femmes), ces deux mesures ayant par ailleurs pour effet de dégager de nouveaux emplois.

Pour garantir les conquêtes de ces dernières semaines et réaliser ce qui reste à faire, il s'agira de **contenir les prix des produits manufacturés en réduisant les taxes de vie chère et les profits industriels,** ce qui ne peut être obtenu qu'en changeant la majorité de l'Assemblée nationale précisément soumise aux financiers et à la grosse industrie.

L'augmentation présente et à venir du pouvoir d'achat des salariés **favorisera les affaires des commerçants** et offrira des **débouchés nouveaux aux produits agricoles.**

Par ailleurs, il s'agira d'établir des prix agricoles à **LA PRODUCTION** en rapport avec les prix industriels et d'adopter une **loi d'orientation agricole démocratique** qui, en agissant sur les structures agricoles, assurera la survie des exploitations familiales.

Il s'agira aussi d'instituer **une réforme profonde de la fiscalité** qui relèvera à 600 000 AF la tranche d'exonération pour le calcul de l'impôt sur le revenu et imposera davantage les grandes sociétés capitalistes.



Robert LOFFROY, qui était en 1944, à 24 ans, le valeureux capitaine « Serge » des maquis de l'Yonne, est le président-fondateur de l'Association départementale des anciens combattants de la Résistance. C'est une des personnalités les plus en vue des anciens combattants de l'Yonne qui se souviennent qu'en 1958, une des premières mesures de De Gaulle avait été de supprimer la retraite du combattant.

Robert LOFFROY est aussi un militant paysan : il est secrétaire départemental du Mouvement de défense des exploitations familiales et exploite une ferme de 25 hectares à Guerchy. Il connaît de ce fait les difficultés des cultivateurs de la circonscription : elles sont les siennes. Aussi, a-t-il apporté une importante contribution personnelle à l'élaboration du programme national agricole du Parti communiste français.

Conseiller municipal de Guerchy, il est particulièrement averti des problèmes posés aux élus locaux de nos campagnes sacrifiées par l'actuel gouvernement qui met à la charge des communes des dépenses de plus en plus insupportables.

NOTRE LUTTE EST DÉMOCRATIQUE. Dix ans d'autoritarisme ont rendu urgente **la participation** de tous les Français à leurs propres affaires, et ceci grâce à des élections à **la représentation proportionnelle,** grâce à **une information objective,** grâce à **l'extension des libertés syndicales,** grâce à l'édification d'une **université moderne** qui prenne elle-même son destin en main.

NOTRE LUTTE EST NATIONALE. 75 000 communistes ont fait le sacrifice de leur vie pour libérer la France de l'occupant hitlérien. Aussi, n'avons-nous de leçon de patriotisme à recevoir de personne et n'en sommes-nous que plus à l'aise pour demander **le retour à douze mois du service militaire** et la **suppression de la ruineuse force de frappe,** au profit des logements, de l'équipement hospitalier, sportif, culturel et rural, au profit de **l'Education nationale** pour laquelle nous demandons que soit réservé le quart du budget de l'Etat. C'est cela qui fera la vraie grandeur de la France.

NOTRE LUTTE EST CELLE DE L'UNION DE LA NATION FRANÇAISE. Nous condamnons l'imposture gaulliste tendant à diviser les Français en deux camps opposés et à dresser les uns contre les autres ceux qui votent communiste et ceux qui ne votent pas communiste.

Pour notre part, nous, communistes, nous n'avons d'autres adversaires que les hommes du grand capital, c'est-à-dire ceux qui siègent au gouvernement et qui ont délégué MM. Soisson et Chenot dans la circonscription.

Nous ne considérons donc pas la majorité des électeurs qui votaient jusqu'à présent pour le pouvoir actuel comme des ennemis, bien au contraire. Pour la plupart d'entre eux, leurs intérêts sont les mêmes que ceux des électeurs communistes.

Depuis toujours, nous soutenons cette idée que pour donner le bien-être aux Français, ce ne peut être l'affaire d'un seul homme ni même d'un seul parti, fût-il le nôtre. C'est l'affaire de tout un peuple.

C'est pourquoi nous n'avons cessé de proposer l'entente des partis de gauche et des organisations démocratiques autour d'**un programme commun** devant conduire à la formation d'un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel les communistes auraient la part qui leur revient.

Voter massivement communiste dès le premier tour, c'est donc voter pour le parti qui a la politique la plus claire, celle qui s'oppose à un replâtrage du régime gaulliste et en même temps au retour d'une quelconque « troisième force », qui nous ramèneraient l'un et l'autre à l'impuissance.

Le choix véritable est celui que proposent les communistes : **une république nouvelle fondée sur l'union des salariés, des paysans et des classes moyennes, sur un programme constructif que les partis de gauche et organisations démocratiques s'engageront résolument à appliquer.**

Vu : le candidat.



L'Yonne Républicaine Auxerre